

Budget 2017 : les député-e-s doivent transformer l'essai pour une aide aux pays en développement plus ambitieuse

Paris, le 10 novembre 2016 – Les député-e-s viennent d'acter la hausse de 5 % du budget de l'aide publique au développement française. Coordination SUD s'en félicite mais cette augmentation reste marginale au regard du cumul des coupes subies sans discontinuité par la mission « aide publique au développement » depuis 2010. Désormais Coordination SUD attend un geste des député-e-s au niveau de la taxe sur les transactions financières pour marquer une réelle inflexion de la politique française de développement.

Coordination SUD se félicite de l'inversion de la courbe du budget de l'APD, qui augmente de près de 5 % et atteint 2,62 milliards d'euros pour le PLF 2017. Cependant, pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD, « Cette légère hausse, qui reste trop tardive et plus qu'insuffisante, ne saurait masquer la vision court-termiste du gouvernement sur ces enjeux. L'aide publique est une dépense d'avenir. C'est un investissement rentable pour la stabilité internationale et pour la paix ».

Cet inversement de tendance nous semble insuffisant compte-tenu de la baisse de plus de 20 % des crédits budgétaires de la mission APD depuis le début du quinquennat, soit près de 700 millions d'euros en moins pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

La mobilisation de fonds additionnels pour la solidarité internationale est donc plus que nécessaire pour atteindre les nouveaux Objectifs de Développement Durable et honorer ainsi l'engagement du gouvernement de consacrer 4 milliards d'euros supplémentaires pour la solidarité internationale d'ici à 2020.

Après avoir obtenu de haute lutte l'extension de la taxe sur les transactions financières aux opérations intra-journalières, les plus spéculatives, et une augmentation du taux de cette taxe de 0,2 % à 0,3 %, Coordination SUD plaide pour que ces crédits soient dès à présent majoritairement affectés à la lutte contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. A l'heure actuelle, le gouvernement et les député-e-s ont décidé de n'y consacrer que 270 millions d'euros supplémentaires. « Cette augmentation est à saluer mais elle reste décevante comparée aux milliards d'euros supplémentaires qui pourraient être dégagés pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables », insiste encore Philippe Jahshan.

Coordination SUD appelle solennellement les député-e-s à rester fidèles à leur ambition première et à transformer l'essai pour une aide publique au développement plus ambitieuse, à la hauteur des enjeux du monde actuel.

**Accédez à la vidéo de notre campagne en cliquant ici : <http://bit.ly/2er77OM>
Et à notre pétition citoyenne sur Change.org : <http://bit.ly/APD2017>
Pour suivre l'actu de la campagne un seul hashtag **#SavezVousCompter****

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.